

Index AI : PRE01/414/2013  
14 August 2013

## **Grèce. Des migrants victimes d'une terrible agression au couteau en Crète**

Les autorités grecques doivent agir sans délai afin de freiner la recrudescence d'agressions xénophobes et racistes, a déclaré Amnesty International mercredi 14 août, après avoir appris que deux migrants pakistanais avaient été violemment agressés au couteau par une vingtaine d'hommes sur l'île de Crète, aux premières heures du 13 août.

Les deux jeunes hommes se sont adressés à Amnesty International pour obtenir de l'aide, affirmant qu'ils avaient trop peur pour signaler les faits à la police ou solliciter des soins médicaux, de crainte d'être expulsés.

« Alors que nous assistons à une montée en puissance de la violence xénophobe en Grèce, en raison de l'absence de lois protégeant les victimes en situation irrégulière, le fait de signaler ces crimes peut entraîner leur expulsion, tandis que leurs assaillants demeurent libres, a expliqué Jezerca Tigani, directrice adjointe du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« Cela ne fait que contribuer au climat général d'impunité pour les auteurs de ces actes et renforcer l'acceptation face à ces crimes horribles. »

Quelques heures avant l'agression qui a eu lieu le 13 août, le parti politique d'extrême-droite Aube dorée a organisé un meeting à Héraklion. Le discours anti-immigrants du parti gagne en popularité, tandis que parallèlement prolifèrent en Grèce les agressions xénophobes et racistes – parfois meurtrières.

Les deux hommes agressés ont raconté à Amnesty International qu'ils marchaient le long d'une rue dans la ville d'Héraklion, aux premières heures du 13 août, lorsqu'une vingtaine d'hommes vêtus de noir les ont encerclés à bord de voitures et de motos. Après avoir demandé d'où ils étaient, la foule a attaqué les deux hommes sans aucune provocation, leur assénant des coups de couteau avant de les jeter à terre et de leur donner des coups de pied.

Les victimes ont demandé une assistance à Amnesty International dans l'après-midi du 13 août, et l'organisation a pu les aider à obtenir une aide médicale.

« Nous nous sommes retrouvés dans une situation délicate, car nous ne pouvions pas signaler l'agression à la police ni conduire les victimes à l'hôpital : elles avaient peur d'être expulsées en raison de leur situation irrégulière », a expliqué Katerina Chasouraki, coordinatrice d'Amnesty International en Crète.

Les deux hommes ont bénéficié de soins médicaux et se remettent de l'agression. Cependant, leurs photos montrent de profondes balafres à l'avant-bras et au menton, ainsi que des contusions le long des flancs, là où ils ont été roués de coups de pied.

Fin 2012, des unités spéciales de la police ont été mises en place afin de remédier aux crimes racistes en

Grèce, mais aucune disposition ne prévoit la protection des victimes en situation irrégulière, qui peuvent être arrêtées et expulsées du pays durant l'enquête menée sur de tels crimes.

« Les autorités grecques doivent faire davantage pour mettre fin aux attaques racistes, et veiller à ce que les migrants ne soient pas doublement victimes en risquant d'être détenus ou expulsés lorsqu'ils dénoncent des crimes ou sollicitent des soins médicaux », a conclu Jezerca Tigani.